

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le plan de « relance » de Sarkozy

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 14 janvier 2009

Démocratie & Socialisme

Le plan du président de la République pour faire face à la crise financière, bancaire, économique et sociale comporte quatre volets. Son unique objectif est de permettre aux entreprises de rétablir leurs profits, quelque peu écornés par la crise.

360 milliards pour les banques

Il ne faudrait surtout pas oublier le premier de ces volets : les 360 milliards d'euros mis, sans la moindre hésitation, à la disposition des banques responsables de la crise par un Etat dont « les caisses sont vides ».

360 milliards accordées sans la moindre contrepartie, l'Etat ne devenant même pas actionnaire des banques auxquelles il octroie des milliards d'argent public. 360 milliards qui permettront aux banques, sûres de l'impunité, de continuer leurs spéculations et de préparer sans la moindre gêne les conditions d'une nouvelle crise financière.

Pour être sûr que les spéculateurs de tous poils aient bien compris le message, le sénateur UMP, Marini, proposait même un amendement au projet de loi de finances permettant de déduire des revenus 2009 les pertes liées à la chute des cours boursiers. Spéculez, spéculez, leur disait-il, vous ne risquez rien, l'Etat remboursera et tant pis si vos spéculations plongent dans la misère des centaines de milliers d'êtres humains. Marini défend sa classe. Un peu trop ouvertement aux yeux du nouveau Ministre de la « relance », Devedjian, qui se voit obligé de reconnaître que cette idée n'a pas « la priorité » et oblige Marini à remettre (momentanément ?) son projet dans la poche.

La poursuite des « réformes »

Le deuxième volet, c'est « la poursuite des réformes » et donc des attaques contre les retraites par répartition, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, les services publics, l'école et l'université, le droit du travail, les salaires, le contrat à durée indéterminée, le travail décent...

La très grande majorité de la population est attaquée, de la maternelle à la retraite ; de l'extrême difficulté pour un jeune à trouver un emploi à la suppression des dispenses de recherche d'emploi pour les chômeurs âgés ; de la précarité de l'emploi au licenciement ; du prix du logement à celui du carburant...

Ces attaques se feront d'autant plus brutales que la droite ne voit pas d'autres moyens de revenir à l'équilibre budgétaire que celui d'étouffer les budgets sociaux pour compenser les sommes énormes distribuées aux banques et les intérêts qui seront versés aux rentiers à qui l'Etat a emprunté l'argent versé aux banques.

Ce deuxième volet ajoutera, à l'horreur sociale de la crise, l'horreur sociale des « réformes » sarkoziennes.

La préparation à la répression du mouvement social

Le troisième volet c'est la préparation de l'opinion et de l'appareil d'Etat à une répression d'ampleur contre toute protestation, tout mouvement social qui s'opposerait à la volonté présidentielle de faire payer la crise uniquement à ceux qui n'y sont pour rien : les salariés, les retraités, les jeunes à la recherche d'un emploi, les chômeurs...

L'arrestation musclée de Vittorio de Filippis, ancien directeur de publication de Libération, l'insupportable intervention des gendarmes au collège de Marciac dans le Gers, la possibilité d'emprisonner des enfants de douze ans, les condamnations pour « blasphème » du brandisseur de pancarte reprenant le phrase de Sarkozy « casses-toi, pov'con ! » comme celle du créateur de la poupée vaudou à l'effigie du même Sarkozy sont des signes sans équivoques. Des signes à la fois de la peur de la droite face au mouvement social qu'elle sent venir des profondeurs de la société mais aussi de sa volonté d'y faire face, par l'intimidation et la violence, si elle l'estimait nécessaire, en s'appuyant sur la frange la plus réactionnaire de la société.

Le quatrième et dernier volet est le plan de « relance »

Ce plan a été annoncé le 4 décembre, à Douai, par le président de la République. C'est un plan de « relance de l'investissement » en trompe l'oeil. Un plan de relance qui favorise les entreprises et en priorité les plus grandes. Un plan de relance qui ignore le salariat. Un plan de relance qui ne pourra que relancer la crise financière.

Un plan de « relance de l'investissement » en trompe l'oeil

Le plan de « relance » de Sarkozy est chiffré à 26 milliards d'euro sur deux ans (2009 et 2010).

Les deux plus gros postes de dépenses ne sont pas vraiment des innovations.

Le premier poste est celui des mesures favorables à la trésorerie des entreprises. Il mobilise 11,5 milliards d'euros mais n'est constitué que de remboursement anticipé de sommes déjà dues aux entreprises (remboursement du crédit d'impôt recherche ou des excédents d'acompte d'impôt sur les sociétés, remboursement anticipé de TVA.) Ces mesures donneront sans doute une respiration aux entreprises sans rien coûter à l'Etat mais elles sont par définition passagères : une fois le remboursement anticipé, il ne sera pas payé une deuxième fois à l'échéance normale...

Quant aux 10,5 milliards d'investissements publics, ils ne sont bien souvent que des anticipations de crédits déjà programmés. Il en va ainsi des quatre lignes de TGV qui seront construites simultanément entre 2010 et 2014.

Les investissements des entreprises publiques sont comptabilisés dans ce montant global pour 4 milliards d'euros (EDF, la Poste, RATP...) mais sans que les entreprises publiques en questions aient été vraiment associées aux décisions. Sarkozy en intégrant GDF dans les entreprises publiques a même oublié que l'Etat ne détenait plus que 37,5% du capital de l'entreprise privée GDF-Suez.

Sarkozy table sur 2,5 milliards d'investissements des collectivités mais n'a pas cru bon d'associer les collectivités locales à l'élaboration de son plan.

L'Etat apportera sa garantie (dans la limite de 10 milliards d'euros) à des projets réalisés sous forme de partenariat public-privé. L'exemple du Royaume-Uni montre qu'il s'agit là d'un procédé d'une grande efficacité pour permettre aux grands groupes privés de faire des profits substantiels grâce à l'argent public.

Les chiffres de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, relèvent donc d'une imagination débridée lorsqu'elle

affirme que « 80 000 à 100 000 emplois » seront créés grâce à ce plan. Il en va de même des chiffres de Sarkozy qui estime que son plan de « relance » ferait faire un bond de 1 % à la croissance. L'estimation d'un déficit public de 3,1 % du PIB en 2009 est tout aussi fantaisiste : la plupart des économistes table sur 3,9 %.

Un plan de « relance » qui favorise les grandes entreprises

Nicolas Sarkozy a fait beaucoup de bruit pour permettre un plus large accès des PME aux marchés publics. Il profite de son plan de « relance » pour réaliser exactement l'inverse en transformant les règles des marchés publics au profit des grands groupes.

De nouveau, le mécanisme des prix cassés à l'annonce puis révisé plusieurs fois par la suite est remis en vigueur. Il avait fait une grande partie de la fortune de Bouygues au cours des années 1960 à 1980.

Le seuil au-dessus duquel il sera obligatoire de respecter la procédure d'appel d'offre pour les marchés et travaux sera relevé de 206 000 à 5,15 millions d'euros. Ce relèvement profitera essentiellement aux grands groupes. Les PME et les artisans avaient pourtant demandé le maintien d'un seuil bas pour ne pas se retrouver, d'emblée, éliminés.

Un plan de « relance » dicté par le Medef et qui ignore le salariat

Sarkozy maintient son détestable plan de diminution de l'emploi public alors que la première des choses pour l'Etat, s'il voulait vraiment relancer l'économie et non les profits des entreprises, serait d'augmenter massivement les emplois publics afin de relancer la consommation et de diminuer le chômage des jeunes.

Aucune condition n'est posée aux entreprises qui percevront (sous une forme ou sous une autre) des fonds publics : aucune restriction en matière de licenciement, aucun contrôle de ces licenciements, aucun contrôle sur l'utilisation de ces fonds.

700 millions d'euros serviront à exonérer du paiement des cotisations sociales patronales des entreprises de moins de 10 salariés : en totalité jusqu'au SMIC puis de façon dégressive jusqu'à 1,6 Smic. Les exonérations de cotisations sociales n'ont pourtant jamais créé le moindre emploi ou empêché le moindre licenciement. Elles n'ont qu'une seule fonction : affaiblir la Sécurité sociale et préparer une place au soleil aux fonds de pension et aux assurances maladies privées.

La seule mesure concrète est la prime de 200 euros pour les bénéficiaires éventuels du RSA Elle coûtera globalement 760 millions d'euros. La disproportion entre ce chiffre et les 360 milliards accordés aux banques montrent sans ambiguïté aucune de quelle classe Sarkozy est le défenseur.

La prime de 1000 euros pour l'achat d'une voiture neuve est dérisoire. Comme le confiait un retraité : « Il ne me manquera plus que 12 000 euros pour pouvoir me l'acheter, la voiture... »

Les mesures pour le logement vont d'abord favoriser « les promoteurs », comme lors du premier plan de Sarkozy et

selon les termes de la Fondation Abbé Pierre.

Rien sur le Smic, rien les salaires alors qu'il n'est plus possible de nier la nature de la crise que nous subissons : une crise de surproduction qui exige un soutien massif de la demande et donc une augmentation massive des salaires et des minima sociaux. Cette augmentation serait non seulement juste socialement, elle serait économiquement efficace en permettant de trouver un débouché à la production.

Enfin, le plan accorde 500 millions pour améliorer l'indemnisation du chômage partiel alors que Sarkozy encourage les entreprises à multiplier ce procédé. C'est insignifiant.

Un plan de « relance » qui ne pourra que relancer la crise financière

Le plan de « relance » de Nicolas Sarkozy participera avant tout à la relance de la crise financière.

D'abord parce que les sommes versées aux entreprises privés sans le moindre contrôle ont toutes les chances de venir gonfler la prochaine bulle financière qui succèdera à la bulle immobilière.

Ensuite parce que la cause fondamentale de la crise financière actuelle réside dans une répartition de la richesse nationale de plus en plus défavorable aux salaires et donc de plus en plus favorable aux profits. Or, comme ces profits ne trouvent pas suffisamment d'investissements productifs rentables, ils vont s'investir en bourse. La seule façon de mettre fin à cette spéculation qui vient de mettre l'économie mondiale au bord du gouffre serait d'augmenter les salaires et de diminuer les profits. Toute la politique de Sarkozy - et son plan de « relance » ne fait pas défaut à cette règle - vise au contraire à toujours plus augmenter les profits et donc la spéculation boursière.

Jean-Jacques Chavigné